



Henri Alleg

par Fadela Hebbadj

Henri Alleg

par Fadela Hebbadj

Il y a des hommes et des femmes qui ont fait de leur vie un chef d'œuvre.

Henri Alleg transmet par écrit à l'éternité, un témoignage, encore d'actualité. Il y a ce geste reconnaissable de transmission dans ses mémoires.

Ses lumières sur une époque restituent le combat contre des tribunaux militaires hypocrites, noyés dans le mensonge et la barbarie, et contre la prédation d'affairistes sans limite, en Algérie, de 1939 à 1965.

J'avais lu *La question* de Henri Alleg publiée clandestinement aux Editions de Minuit par Jérôme Lindon. J'avais vu le documentaire ; « L'homme de la question » de Christian Kantcheff, mais je ne connaissais pas *Mémoire Algérienne*, publié chez Stock en 2005.

C'est une rencontre qui me fit connaître ce livre.

Marie-Pierre Cabos est la veuve de Jean Salem, le fils de Henri Alleg. Notre rencontre eut lieu chez un réparateur de vélo à Paris, il y a, à peine quelques mois. Nous avons fait un bout de route ensemble, puis nous nous sommes promis de nous revoir. Des livres, chez Marie-Pierre, m'attendaient : *Victorieuse Cuba*, *Mémoire Algérienne* de Henri Alleg, et ceux de son fils ; Jean Salem, célèbre professeur de philosophie : *Elections piège à cons ? Démocrate, Epicure, Lucrèce, La démocratie de caserne, Lénine et la révolution, Philosophie de Maupassant, La légende Démocrate, Cinq variations sur le plaisir, la sagesse et la mort, Rideau de fer sur le Boul'mich, Résistances, et Giorgio Vasari*.

J'ai emporté ces livres chez moi, et recueilli, pour vous, quelques lignes choisies, dans ce journal mémoriel retraçant la perfection d'une vie. Elles sont longues mais éclairantes sur ce passé gommé par les manuels officiels d'histoire.

Henri Alleg a vécu dans la société Algérienne au règne d'un apartheid, qui excluait de l'école, la majorité des Algériens.

Tout en haut de l'échelle, les Français d'origine, en commençant par ceux dont le nom attestait une ascendance hexagonale. S'appeler Dupont valait certificat de noblesse. Au-dessous, ceux dont les parents, grands-parents ou arrière-grands-parents étaient venus d'Italie, d'Espagne, de Malte, de Grèce et que les « vrais français » appelèrent longtemps des « néo-français » ou mieux encore des « Français à deux francs soixante-quinze », en référence au prix du papier timbré sur lequel se formulait la demande de naturalisation. Un cran plus bas encore, les juifs, français par décret, et tout en bas, les indigènes, uniformément désignés sous le nom « d'Arabes », même s'ils étaient Kabyles ou Mozabites. P. 150

Mémoire Algérienne contient aussi l'histoire du Parti Communiste Algérien ainsi que l'histoire du journal de ce parti : *Alger républicain*, et surtout, l'histoire d'une vie pleine de péripéties. Elle raconte l'histoire d'un homme vivant au cœur des grands événements algériens du milieu du XXe siècle.

Harry Salem est né en Angleterre. Ses grands-parents d'origine juive et polonaise ont fui les pogroms sous l'Empire Russe pour émigrés dans l'East End de Londres, au XIXème siècle.

La famille – sept enfants - s'était rapidement anglicisée. (...) Dès qu'ils obtinrent leur naturalisation » anglaise « votèrent toujours à gauche, socialiste d'abord, puis communiste), étaient réticents devant tout ce qui rappelait l'armée et les gloires guerrières. Très jeune encore, mon père avait quitté la partie russe de la Pologne pour éviter de servir dans les armées du tsar et avait rejoint l'Angleterre ». (...) La décision de mes parents à s'installer en France était due à une série de circonstances imprévues. (...) attirés par l'Amérique, (...) ils décidèrent que leur voyage de noces les mènerait à Paris. (...) ma mère s'aperçut qu'on lui avait volé ses bijoux, laissés à l'hôtel. Ces réserves, une fois monnayées, devaient servir à leur installation aux Etats-Unis. De retour en Angleterre, sous la pression de la famille et aussi parce que le vol dont ils avaient été victimes réduisait leurs possibilités économiques, ils renoncèrent au départ (...) Ils voulaient quitter l'Angleterre et décidèrent finalement d'aller en France ». (...) Mon père avait ouvert une boutique de tailleur dans la rue Saint-Maur.

Parmi les clients de son père, Henri Alleg se souvient d'un dénommé Lemercier qui avait vécu La commune de Paris.

Je ne sais pas quel âge précis pouvait bien avoir M. Lemercier à cette époque de ma vie, mais il avait assez vécu pour se souvenir de la Commune de Paris dont un jour il avait parlé avec chaleur devant moi sans que je comprenne réellement ce que cela signifiait. Ce n'étaient pas les cours d'histoire de l'école primaire ni plus tard du Lycée qui auraient pu m'éclairer car ils ignoraient pratiquement toute cette période. Par contre, d'une autre conversation très animée, qu'il poursuivait par-dessus ma tête avec un client qui attendait dans le magasin, j'avais saisi qu'il détestait un nommé Rodin et ses sculptures. Je ne savais pas encore qui était ce Rodin et encore moins que des années plus tôt, son travail avait suscité de sérieuses polémiques. Mais, longtemps après, je me souvenais encore des mots définitifs que M. Lemercier avait assésés à son contradicteur : « Vous connaissez son Penseur ? Bon ! Alors essayez de prendre la même pose, assis comme il l'est, avec son coude sur le genou opposé ! Non seulement vous ne pourrez pas penser, mais vous risquez de vous casser la figure... ». p. 21-22

La clientèle de son père est ouvrière et employés.

Au moment de sortir, le client, un ouvrier, me vit derrière le comptoir et, me désignant du doigt, dit à mon père qu'il tutoyait : « C'est ton fils ? Celui-là aussi, plus tard, ce sera un rouge ! » Il ne savait pas – ni moi non plus – à quel point la prédiction se confirmerait mais, sur le moment, je ne pris pas vraiment la chose comme un compliment. De quel droit se permettait-il de me dire ce que je serais et comment je devrais penser ? Mon père, lui, acquiesça et reçut l'observation comme une marque de grande estime pour lui-même et toute la famille ». p. 25

L'engagement politique de Henri Salem se clarifie à la fin de ses années de collège.

En troisième, les positions étaient déjà plus claires. (...) Claude Lallet (...) se disait communiste. Il devait mourir à Châteaubriant, fusillé en même temps que d'autres – parmi lesquels Guy Mollet, le plus jeune des otages. Claude Dreyfus, mon condisciple jusqu'en seconde, avait rejoint en même temps que moi le mouvement Amsterdam-Pleyel, rassemblement international contre le fasciste et pour la paix que patronnaient Romain Roland et Henri Barbusse. Il allait bientôt adhérer à la jeunesse communiste. Quelques années plus tard, arrêté puis déporté au camp de concentration d'Ellrich, il devait mourir dans les jours même de la libération du camp ». « Un autre de mes condisciples, Gabriel Macé, futur rédacteur en chef du Canard enchaîné était, lui, membre des faucons rouges, l'organisation de jeunesse du parti socialiste. Edgar Morin, « mon meilleur copain » de l'époque qui n'adhérait à aucune organisation, vibrait comme moi à l'évocation de toutes les époques libératrices... ». p. 26

Malgré l'interdiction de faire de la politique au Collège et au Lycée, Henri entend les rumeurs du monde et l'horizon certain de la guerre. Il voit la misère et le chômage autour de son quartier à Paris ; indicateur de guerres et de brutalités à venir. Les manifestations et les grèves donneront naissance au Front Populaire.

Nous entendions nos parents parler de la crise, du chômage. Je voyais, chaque jour, près de la porte de Clignancourt, sur le Boulevard Ney, qui était proche de la rue du Poteau où nous avons emménagé, des files de centaines de sans-travail, piétinant dans le froid ou serrés autour de braseros, dans l'attente du maigre repas quotidien servi aux indigents par la soupe populaire du quartier. On parlait déjà de la guerre à venir, du danger du nazi ». (...) Les journées chaudes de février 1934 eurent aussi leurs répercussions au Lycée. On s'était battu place de la Concorde et l'un de nos copains qui avait raconté que son père, qui était allé manifester contre les Croix-de-feu, s'était fait matraquer par les policiers. (...) vinrent les grèves et les occupations d'usines. (...) les grévistes, les métallos, fortement barricadés dans leurs ateliers (...) hissaient jusqu'à eux les paniers de ravitaillement et le linge propre que leur apportaient leurs compagnes ou leurs mères (...) Tout cela dans la joie et les plaisanteries, comme si la victoire des travailleurs était d'ores et déjà acquise (...) Enfin, ce fut l'explosion du Front Populaire ». Impossible de ne pas en sentir le souffle même derrière les murs du Lycée ». p. 24

Le front populaire, en instituant les congés payés, semblait ouvrir à ces aspirations des possibilités de se réaliser, jusque-là inconnues ».

Ses parents sont acquis au Front Populaire. Le baccalauréat en poche, son père et sa mère ne s'opposent pas à son départ en vacances pour la Grèce, en 1938.

En mars 1938, les troupes du Reich pénètrent à Vienne avec la bénédiction du gouvernement français et anglais qui entérinent l'Anschluss, ancrant une nazification en Autriche. Le processus d'extermination des mouvements ouvriers et du Front populaire est en marche sur l'Europe entière. En Espagne, en 39, le franquisme achève les républicains pour la joie de Pétain et de Chamberlain.

Peu d'entre nous, parmi les jeunes, étaient assez lucides pour percevoir cette évidence, encore moins pour comprendre les raisons profondes d'une telle démission et sentir l'imminence du danger. Nous dansions sur un volcan...». P 30

De l'autre côté des Pyrénées, échecs et défaites se multipliaient. En mars 1939, Madrid tombait aux mains des franquistes et la République espagnole était assassinée dans le silence complice des gouvernements anglais et français qui, par leur politique de non-intervention, avaient laissé les mains libres à l'Allemagne et l'Italie. Les revendications hitlériennes à l'égard de la Tchécoslovaquie prenaient de l'ampleur et l'idée de la guerre proche hantait déjà les esprits ». p. 34

Les voyages renforcent ses convictions. A 18 ans, en octobre 1939, il débarque à Alger, en compagnie d'immigrés indigents après des années de labeurs dans les mines de France. Il les considère déjà comme des frères.

Il eut, tout d'abord une image trompeuse de la colonisation.

Je parcourais cette ville avec délices, me complaisant sans doute dans des souvenirs de lecture et un penchant romantique pour l'Orient. Tout ce qu'elle me révélait m'étourdissait. (...) La foule colorée des matins et des fins d'après-midi éclairée par des haïks (...) Les plateaux de beignets dorés sortis de chaudrons d'huile bouillante, de gâteaux ruisselants de miel, Zlabias, makrouts, qelbellouz, baklavas, dont je découvrais le goût en même temps que les noms, les parfums de jasmin, de fleur d'oranger, de thé à la menthe, d'épices inconnues flottant dans l'air. (...) Plus que tout me séduisait l'extraordinaire gentillesse des gens, leur disponibilité à écouter et à aider le nouveau venu que j'étais ». p.p. 8-9

Pour les Algérois, c'est plutôt Blasâd el Aoud, la place du cheval, à cause de la statue équestre », « coulée dans le bronze des canons pris aux Algériens », « érigée en l'honneur du duc d'Orléans, « un

héros de la conquête » dans la mythologie coloniale ». (...) « Le cheval du duc tournait ostensiblement la croupe vers la Grande Mosquée voisine. Les conquérants, qui se proclamaient héritiers des croisés, revenus en terre d'islam après des siècles d'absence pour « venger la chrétienté », ne pouvaient dire plus clairement leur mépris pour le peuple vaincu et ses croyances. De l'autre côté de la place, l'ancienne mosquée Ketchaoua en portait aussi témoignage. Après en avoir chassé les fidèles musulmans à coups de sabre, l'armée française, dès l'occupation d'Alger, l'avait reconvertie en cathédrale ». Ecrit Henri Alleg, dès les premières pages de son livre.

Il loge ensuite dans un immeuble près de l'hôtel de la Régence, tout près aussi de la rue d'Isly et la rue Michelet à Alger. Il prend conscience du système répressif de la colonisation. La ségrégation est banale. Il constate l'apartheid en Algérie.

« La présence des Algériens », dans les beaux quartiers, « y paraissait presque incongrue, à l'exception de ceux, quasi invisibles, qui y travaillaient dans des emplois subalternes. Rares étaient ceux qu'on pouvait voir dans les bars, aux terrasses des cafés ou dans les cinémas. Il n'y avait pas – comme dans les villes sud-africaines- de pancartes pour indiquer que les indigènes n'y étaient pas admis mais si un Algérien s'y aventurait, par ignorance ou esprit de provocation, on lui faisait vite comprendre – et brutalement s'il avait l'audace de protester- que sa place n'était pas là et qu'il valait mieux pour lui ne pas insister ». p.13

A l'écart de ces chics quartiers européens, se trouvent des affamés, des mutilés ; une misère sans espoir.

(...) je ne pouvais pas ne pas être assailli de questions par le spectacle des rues toutes proches de la Casbah, et qui démentait l'idée, communément acceptée par la majorité des Français, d'un »pays heureux et prospère, prolongeant la France. Mendiants aveugles aux visages rongés par la vérole, culs-de jatte se propulsant à la force des bras, infirmes couchés sur les trottoirs et exposant leurs moignons, miséreux peuplant les ruelles et tendant la main, gosses en haillons, dormant à même le sol, qu'on heurtaient la nuit sous les arcades, ces quelques mots d'arabe, « Allah i'noub ! » (« Dieu y pourvoira ! ») qui semblaient être les premiers que l'étranger au pays se devait d'apprendre au plus tôt pour se défaire des malheureux qui sollicitaient une aumône (« Il y en a trop ! vous ne pouvez donner à tout le monde... ») et cette attitude arrogante, ouvertement agressive ou silencieusement méprisante des Européens à l'égard des indigènes, tout cela sautait aux yeux du nouvel arrivant s'il n'avait pas résolu de les garder obstinément fermés sur une réalité qui le troublait ». p.p. 13-14.

Fondé en octobre 1938 par Pascal Pia, avec Albert Camus comme rédacteur-reporter, et l'appui de Pr Charles André Julien ainsi que l'appui du financier Abbas Turki et d'une société de coopérative créée par des communistes, le journal *Alger Républicain*, dévisage les régions profondes de l'Algérie. Son programme politique est exprimé dès sa première parution :

Pour Alger républicain, il ne saurait y avoir deux sortes de Français mais une seule qui englobe également, le Parisien, indigène de Paris, le Marseillais, indigène de Marseille, et l'Arabe, indigène de l'Algérie. C'est pourquoi nous réclamons l'égalité sociale immédiate de tous les Français, quelle que soient leur origine, leur confession ou leur philosophie. (...) C'est pourquoi nous réclamons le bénéfice, pour les populations d'Afrique du Nord, des lois sociales et des mesures d'assistance et d'hygiène dont bénéficient les habitants de la métropole. P. 156

L'inculture, la famine, la barbarie et le racisme de la politique coloniale y sont traités. Le 16 juin 1940, le nazisme et le fascisme, les régimes d'origine autoritariste inscrivent leurs expressions dans les mœurs françaises. Paul Reynaud démission. Pétain prend sa place en tant que président du conseil. Selon Pétain, le responsable de la guerre, c'est la République. L'armistice est signé le 22 juin 1940. L'extrême droite et les organes de presse à Alger veulent la peau d'*Alger républicain*. Les journaux coloniaux réussissent à le briser. *Alger Républicain* cesse de sortir en octobre 1939. Il sera interdit jusqu'en février 1943, quatre mois après l'« Opération Torch ».

Entre temps, la vénéneuse haine de l'Algérien, installée par la presse, secrète le corps social. La haine s'affirme ouvertement. D'après Henri Alleg, même certains milieux juifs sont acquis au fascisme européen. L'abrogation du décret Crémieux les réveillèrent de la croyance de leurs « droits acquis et inviolables », en les replaçant dans le panier des indigènes.

Le désarroi et la confusion étaient tels que même dans certains milieux juifs, la propagande pétainiste marquait des points. Au moins jusqu'à ce que les mesures antisémites – et spécialement le décret Crémieux qui en 1870 avait fait des juifs indigènes des citoyens français à part entière – balaient les illusions entretenues sur la bienveillance « Du grand soldat » à leur égard. P.50

Fin août 1940, Henri Alleg est mis à la porte de l'auberge de jeunesse à Alger, parce qu'il est d'origine juive. Il retrouve Isabelle Vial et son fils à Oran. Dormant sur une banquette, il est ébloui par une torche électrique. Le cheminot lui donne l'adresse de sa belle-mère où l'attend un lit plus confortable.

Il va au siège d'*Oran républicain*. Ce journal suit la ligne du front populaire.

Après la seconde Guerre mondiale, les orientations politiques des deux journaux divergèrent totalement, Alger Républicain s'inscrivant dans le combat anticolonialiste, tandis que le quotidien oranais épousait les positions de la SFIO, le parti socialiste d'alors. M'adressant à la préposée aux petites annonces, je lui tendis un texte de quelques lignes pour une demande d'emploi. Mais au lieu de la questionner sur le montant à acquitter pour la publication, je la priai de se renseigner auprès des responsables au moins jusqu'au moment où j'aurais reçu quelques réponses. pp.53-54

M. Tarabot sort au même moment de son bureau et l'invite à déjeuner. Henri Alleg ne sait pas encore qu'il a affaire au directeur d'*Oran républicain*.

J'acceptais d'autant plus volontiers que j'avais constamment faim. (...) Il m'emmena dans un petit restaurant de la rue de la Bastille où les discussions se faisaient beaucoup plus en espagnol qu'en français et m'installa à une table sans s'asseoir lui-même. Toujours debout, il me dit « Vous allez m'excusez. Commandez sans m'attendre. J'en ai pour un moment ». Par politesse, je pris quand même mon temps, jusqu'au moment où la serveuse revenant pour la deuxième ou troisième fois s'inquiétait de ma commande, je me décidais à commencer seul mon repas. Peu à peu, le restaurant s'était vidé et mon homme ne revenait toujours pas. Je pensais qu'il m'avait oublié. Même si j'avais fait un bon repas, il m'avait quand même mis dans un sacré pétrin avec sa gentillesse. Je n'aurais jamais assez d'argent pour régler l'addition. Rassemblant mon courage et buvant d'avance ma honte j'appelai la serveuse pour lui exposer la situation. Elle m'arrêta aux premiers mots :

« Mais comment ? Vous ne savez pas ? Vous ne devez rien. M. Tarabot a déjà réglé votre déjeuner et aussi le prix d'une pension pour les quinze jours qui viennent. On vous reverra.

-M. Tarabot ?

-Vous ne savez pas ça non plus ? Vraiment vous débarquez. C'est le directeur d'Oran républicain.

Bien longtemps plus tard, j'appris qu'il était franc-maçon et qu'à un moment de sa vie il avait été membre du parti communiste algérien. (...) Au moment où j'écris, il est mort depuis longtemps mais, tout au long des années et aujourd'hui encore, chaque fois que j'entends la chanson de Georges Brassens sur l'Auvergnat qui, un jour de misère, lui avait par un simple geste de générosité, « réchauffé le cœur », je ne peux m'empêcher d'évoquer ces moments lointains où des inconnus – l'un rencontré à la gare d'Oran, l'autre dans un hall d'un journal – m'avaient, eux aussi, tendu une main fraternelle». p. 55

Henri Alleg trouve un emploi au pair en tant que surveillant au Lycée Lamoricière. Il donne aussi des cours particuliers d'anglais. Les enfants musulmans, peu nombreux, étaient principalement des « fils de grande tente », à savoir des enfants de féodaux rendant des services à l'administration coloniale, ou de riches commerçants. Le provisoire apprend que Henri Alleg est juif. La loi interdisant les enseignants d'origine juive à professer, il est renvoyé. La chaleur humaine du café M'Guellati et des gens qu'il connut à Alger lui manque. La ségrégation raciale étant très violente à Oran, il repart à Alger.

Plusieurs des amis que j'avais quittés quelques mois plus tôt étaient là, mais nos grandes conversations, à l'auberge de jeunesse entre Algérois et réfugiés venus de France, de Belgique ou d'ailleurs appartenaient déjà à une autre époque. L'auberge fermée, chacun, pour se loger, s'était débrouillé comme il avait pu. Les plus désargentés avaient loué une chambre à l'hôtel ou chez l'habitant, d'autres avaient bénéficié d'un gîte provisoire chez des Algérois qui les avaient pris en sympathie. C'était le cas de Samir Dorra, qui m'offrit un temps d'habiter avec lui, au rez-de-chaussée d'un immeuble de la

rampe Vallée, dans un quartier limitrophe de la Casbah où vivaient beaucoup d'européens de modestes conditions.

Henri Alleg donne des cours d'Anglais et travaille dans une fabrique de peinture et de matériaux divers avec une quinzaine d'ouvriers. Henri Alleg est le seul européen. Le patron et le contre maître Legendre interpellent les ouvriers sous la dénomination : « d'indigène ». Le travail, sans protection aucune, est dangereux pour la santé de ces hommes.

Dès le premier jour, on m'avait affecté à la fabrication du mastic. J'étais seul à faire tourner la cuve qui m'était confiée, tandis qu'un autre y versait, en les dosant, les substances diverses, sèches ou liquides qui entraient dans la composition du mélange.

De cette sorte de lourds pétrins mobiles, que l'on manipulait à la force des bras, montaient des effluves acides qui brûlaient les yeux, le nez, la gorge et pénétraient jusqu'aux poumons. Il me fallait m'arrêter de temps à autre pour détourner la tête des vapeurs suffocantes de la cuve et respirer un peu d'un autre air. P ; 59

L'absence de syndicat est le règne du fascisme triomphant. Il bénéficie aux exploiters, prêts à mettre à mort, au nom du profit pour eux-mêmes, d'autres hommes. Les ouvriers se méfient de Henri Alleg. Ne viendrait-il pas faire ce travail d'arabe pour les espionner, eux, ces pauvres indigènes, aux poumons rongés ?

La fabrique lui propose de décharger les camions de produits chimiques, ce qui le libère des cuves et de ses mortelles émanations. Mais il démissionne lorsque le patron lui demande de surveiller ses camarades.

Avec le fils d'Isabelle Vial, Francis Reyne, Henri Alleg retrouve du travail dans un atelier de tissage.

Automne 1940, des cargos à Alger, approvisionnent le grand Reich.

Sous la protection du Maréchal, les Européens d'Algérie peuvent traiter sauvagement les Algériens sans crainte d'être embêtés par Paris.

Période euphorique aussi pour ceux, depuis toujours, professaient qu'avec les Arabes il n'y avait qu'une seule façon de régler les problèmes : la force, « car ils ne comprenaient pas autre chose ». On avait toujours agi ainsi et c'était le privilège de la race des vainqueurs d'imposer et de faire respecter sa loi. Désormais, sous la protection du Maréchal, on pourrait défendre la prééminence française sans crainte de voir certains Frangaouis intervenir depuis Paris dans les affaires de la colonie. (...) Travail-Famille-patrie, autorité, ordre, obéissance au chef, prééminence de la France et des « Français de race », engagement aux côtés de l'Allemagne hitlérienne contre le bolchévisme impie –allié de la perfide Albion qui, à Mers-el-kébir, en juillet 1940, avait détruit l'escadre française -, répression anticommuniste et antinationnaliste, abolition du décret Crémieux et mise en place d'un statut des juifs, autant de thèmes qui flattaient l'oreille des colons. (...) Chaque légionnaire portait, sur le revers du veston, l'insigne frappé de la francisque qui avait remplacé sur les pièces de monnaie la Marianne républicaine. pp ;63-65

Les camps de concentration du Sud Algérien ; Djenien, Bou Rezg, Mecheria, Bossuet, Géryville ne désemplissaient pas d'Algériens, internés principalement pour leurs positions politiques. Les policiers et même les représentants politiques assassinent un nombre grandissant de nationalistes et de communistes.

Des colons optent finalement pour le principe d'incarcération et d'assassinat. Le principe de surveillance n'étant pas suffisant

Nombres de maires de petites villes, riches colons de la région pour la plupart, qui prétendaient savoir, eux, « comment il fallait traiter les Arabes », se comportaient en tyranneaux et parfois en assassins. Au début du mois d'août 1941, le maire de Zéralda, - station balnéaire situé à une trentaine de kilomètres d'Alger- « après un incident regrettable » avait eu à faire front à des critiques de « personnalités indigènes » sur lesquelles les journaux étaient restés plus que discrets. La rumeur publique et le « téléphone arabe » se chargèrent de faire connaître ce qui s'était passé. M. le maire avait décidé que la plage de sa commune serait désormais interdite aux indigènes, et pour montrer qu'il ne permettrait aucune infraction, il avait ordonné aux services de police d'arrêter les contrevenants. Par une chaleur étouffante, quarante d'entre eux avaient été jetés au fond d'une cave de la mairie, enfermés dans un cachot si exigu qu'au matin, vingt-six avaient été retrouvés asphyxiés. P.65

Ces assassinats n'ont aucun écho dans la presse européenne. Ce climat délétère ; assassinats d'algériens, camps de concentration, pousse Henri Alleg à s'engager. Le célèbre procès des « Soixante et un » du 9 février 1942 (six condamnations à mort – Lisette Vincent, Thomas Ibanez, Georges raffini, Danelius Dietmar, Emilie Touati, Ahmed Smaïli et huit autres morts à Barberousse en prison du typhus), Isabelle Vial emprisonnée ainsi qu'une centaine d'autres, est un moyen d'intimider les partisans de la liberté.

Depuis l'attaque nazie de juin 1941 contre l'union soviétique, toutes les questions qui pouvaient se poser sur la nature même du conflit et qui, pendant des mois, durant « la drôle de guerre et après la défaite, avait freiné l'enrôlement dans les rangs communistes, s'effaçaient devant une obligation majeure : celle de lutter contre l'Allemagne hitlérienne et d'empêcher la victoire du fascisme et de ses thèses racistes et esclavagistes. Tout l'avenir, celui de la France occupée, celui de l'Algérie et des peuples coloniaux sous le joug, l'espérance d'un monde neuf et libre en dépendaient ». p.66